

**ORGANISATION DES POUVOIRS
PUBLICS FRANCAIS (CABINETS
MINISTERIELS) SUR LES
ENJEUX DE TRANSITION
ECOLOGIQUE**

8 septembre 2022

1. Présidence de la République



Emmanuel Macron, Président de la République. Né en 1977, classes préparatoires de lettres au lycée Henri-IV, il obtient une maîtrise puis un DEA de philosophie à l'université de Nanterre. Diplômé de Sciences Po Paris en 2001, élève à l'ENA (2002-2004), il intègre ensuite le corps de l'inspection générale des finances. En août 2007, il est nommé rapporteur adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française (« Commission Attali »). En juin 2008, il est désigné co-rapporteur de la commission sur les professions du droit.

En septembre 2008, il se met en disponibilité de la fonction publique et devient banquier d'affaires chez Rothschild & Cie dont il devient associé fin 2010. En mars 2010, il est nommé membre de la Commission Attali. En 2012, il conseille Philippe Tillous-Borde, PDG de Sofiprotéol, dans le rachat de 41 % du capital de Lesieur Cristal. En 2012, il est nommé gérant de Rothschild et dirige le rachat par Nestlé de la filiale Laits pour bébé de Pfizer. Le 15 mai 2012, ayant réintégré la fonction publique, il devient secrétaire général adjoint de l'Élysée. Le 26 août 2014, il est nommé ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique dans le deuxième gouvernement de Manuel Valls en remplacement d'Arnaud Montebourg. Le 30 août 2016, il démissionne de sa fonction ministérielle pour se consacrer à son parti politique « En marche ! ». En 2016, il démissionne de l'inspection des finances. Il est élu Président de la République pour un premier mandat le 7 mai 2017 et réélu le 24 avril 2022.

[Un arrêté du 14 mai 2017](#) (JO du 15 mai) et un [arrêté du 15 mai 2017](#) (JO du 18 juin) sont relatifs à la composition du cabinet du Président de la République. Ils sont complétés par un [arrêté du 30 juin 2022](#) portant cessation de fonctions et nominations.



Secrétaire général : Alexis Kohler. Né en 1972, diplômé de Sciences-Po Paris, de l'ESSEC (promotion 1993), élève à l'ENA de 1998 à 2000, il débute sa carrière à la DG Trésor, au Ministère de l'Economie et des Finances puis il est détaché dans divers organismes, notamment au FMI puis à l'Agence des participations de l'Etat. En 2012, il devient directeur de cabinet de Pierre Moscovici, alors ministre de l'Économie. En août 2014, il devient le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron dans ce même ministère. En 2016, lorsque Emmanuel Macron démissionne du gouvernement, il devient directeur financier de la compagnie Mediterranean Shipping Company. Il participe activement à la campagne d'Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle. Il est nommé secrétaire général de l'Élysée le 14 mai 2017 en remplacement de Jean-Pierre Jouyet.



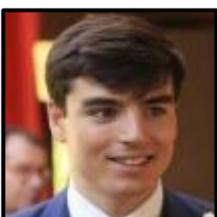
Conseiller écologie, agriculture, énergie, transports, logement : Benoît Faraco. Précédemment conseiller en charge de l'écologie, il succède dans cette fonction à Paul Delduc. Passé par le Réseau action climat, il a suivi ensuite ce dossier au sein de la FNH, accompagnant Nicolas Hulot durant le Grenelle de l'environnement en 2007 puis à la COP de Copenhague en 2009. Membre du cabinet de Pascal Canfin, ministre délégué au Développement, de 2012 à 2014 puis du cabinet d'Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie en tant que conseiller chargé du climat, développement durable et sociétés civiles à partir d'avril 2014, il intègre en 2015 l'équipe interministérielle chargée de la COP 21 avant d'être nommé conseiller spécial et en charge des négociations internationales sur le climat au sein du cabinet de Nicolas Hulot en 2017.



Conseiller économie, finances, industrie : Alexis Zajdenweber. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1997), ancien élève de l'ENA (2003), administrateur civil hors classe, sous-directeur, il a notamment été chargé de la direction de participations énergie de l'Agence des participations de l'Etat au ministère de l'économie et des finances. A ce titre il a notamment été membre du conseil de surveillance d'AREVA en qualité de représentant de l'Etat.



Conseiller territoires : Jean-Marie Caillaud. Diplômé de l'Institut Supérieur de Communication (ISCOM) en 1996, Chef de cabinet du Ministre de la Culture et de la Communication (2004-2008), Conseiller auprès de la Ministre de l'Ecologie, Développement Durable, Transports, Logement (2010-2012), Directeur de cabinet du Préfet de la région Limousin, Préfet de la Haute-Vienne (2012-2014), Chef du Bureau de la Réglementation Incendie et des Risques Courants au Ministère de l'Intérieur (2014-2016), Directeur de cabinet à la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crise du ministère de l'intérieur (2016-2017), Directeur général des services au Conseil départemental de Seine-Maritime (2017-2020).



Conseiller technique industrie, recherche et innovation : Matthieu Landon. Stagiaire chez Air Liquide (2010), diplômé de l'école Polytechnique (2012), stagiaire chez Sanofi (2012), titulaire d'un doctorat en biologie de l'université de Harvard (2016). Il débute sa carrière comme chef des opérations (2018-2019) puis codirecteur (2019-2020) de La French Tech, chargé de l'innovation et de la propriété intellectuelle (2018-2019) puis sous-directeur de l'innovation (2019-2020) au sein de la Direction Générale des Entreprises.

Par [arrêté du 5 juillet 2022](#) est nommé :



Conseiller technique énergie : Christophe Leininger. Il occupe ce poste depuis le 24 juin 2022 en remplacement de Stanislas Reizine. Diplômé de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace et de l'École militaire de l'énergie atomique, il commence sa carrière en 2000 à RTE où il prépare l'ouverture de l'entreprise à la concurrence. L'ingénieur économiste quitte RTE en juillet 2002 pour rejoindre, une première fois, la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Il est alors en charge de l'organisation et de la mise en œuvre des appels d'offres pour le développement des filières de production d'origine renouvelable (biomasse, biogaz, éolien terrestre et offshore). Après avoir rejoint la Direction générale de l'armement (DGA), de 2004 à 2006, travaillant notamment sur les réacteurs nucléaires de propulsion navale, puis le groupe Renault, de 2006 à 2009, comme chef de service à la direction du contrôle de gestion, il réintègre la CRE, d'abord comme chef de département tarification et concurrence (2009-2012) puis directeur adjoint de la direction du développement des marchés et de la transition énergétique dont il prend finalement la direction en septembre 2013. À ce poste, il accompagne les grandes mutations du secteur énergétique français et européen sur les plans stratégique et technique, comme le fonctionnement des règles des marchés du gaz et de l'électricité ou la réforme de l'Arenh (accès régulé à l'électricité nucléaire historique). Il était depuis septembre 2020 directeur général de l'Union française de l'électricité (UFE).

NB : les membres du Pôle écologie, agriculture, énergie, logement et transport sont à la fois conseillers à l'Elysée et à Matignon.

2. Premier ministre

Un [décret du 16 mai 2022](#) (JO du 17 mai) porte nomination du Premier ministre. Un [décret du 20 mai 2022](#) est relatif à la composition du gouvernement.



Elisabeth Borne, Première ministre chargée de la planification écologique et énergétique.

Née le 18 avril 1961 à Paris, diplômée du Collège des ingénieurs, de l'École polytechnique et de l'École nationale des Ponts et Chaussées, Elisabeth Borne a débuté sa carrière au sein du ministère de l'Équipement avant de rejoindre la direction régionale de l'Équipement d'Île-de-France en 1989. Au début des années 1990, elle devient conseillère au ministère de l'Éducation nationale auprès de Jack Lang, puis de Lionel Jospin. En

1997, elle intègre le cabinet du Premier ministre socialiste Lionel Jospin en tant que conseillère technique chargée des transports. En 2002, elle devient directrice de la stratégie de la SNCF puis rejoint Eiffage en 2007 comme directrice des concessions. De 2008 à 2013, elle est directrice générale de l'urbanisme à la mairie de Paris. En 2013, elle est nommée préfète de la région Poitou-Charentes, première femme à occuper ce poste. Après un an passé au ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie comme directrice du cabinet de Ségolène Royal, elle prend la présidence de la RATP en mai 2015. Elle intègre le gouvernement d'Édouard Philippe en 2017 en tant que ministre chargée des Transports. Lors du remaniement en 2019, elle devient ministre de la Transition écologique et solidaire avant d'être nommée ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion en 2020.

Extraits du discours de politique générale prononcé par la Première ministre devant le Sénat le 6 juillet 2022

« L'inflation et la montée des prix de l'énergie pèsent sur le pouvoir d'achat des Français. Les perspectives économiques s'assombrissent et par ailleurs, l'épidémie de Covid n'a peut-être pas dit son dernier mot et nous devons rester vigilants. Le réchauffement climatique devient à chaque seconde plus inéluctable. [...]

De nombreuses mesures ont été prises depuis l'automne dernier pour limiter la hausse du prix de l'électricité, du gaz ou de l'essence. C'est grâce à nos investissements massifs que nous avons limité la hausse des prix. Et l'inflation en France est la plus faible de la zone euro. Mais nos concitoyens ressentent encore chaque jour les effets de la guerre. Les prix augmentent et leur quotidien s'en trouve affecté. C'est la raison pour laquelle mon Gouvernement présentera demain en Conseil des ministres des textes d'urgence et des mesures concrètes, rapides et efficaces. Pour les ménages, nous prolongerons le bouclier tarifaire sur les prix du gaz et de l'électricité. Pour ceux qui travaillent, nous proposerons des baisses de charges pour les indépendants, le triplement du plafond de la prime de pouvoir d'achat et une aide pour ceux qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler. [...]

*Je vous propose ensuite **d'apporter des réponses radicales à l'urgence écologique.** Devant ce défi, nous devons faire bloc, sortir de la querelle entre les radicaux et les pragmatiques. Nous devons changer, nous adapter et bâtir une écologie de progrès. Car la révolution écologique permettra des innovations, fera émerger des filières nouvelles et créera des emplois d'avenir. Nous avons déjà fait des avancées significatives, mais pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et réduire nos émissions de 55 % d'ici 2030, nous devons avoir une action encore plus résolue et organiser. **Des concertations seront lancées dès septembre pour bâtir une loi d'orientation énergie climat.** Tout le monde doit en prendre sa part. Tous les ministères. Le président de la République m'a confié la charge de la planification écologique et **chacun aura une feuille de route climatique avec des objectifs à tenir. Toutes les filières, nous définirons avec elles des objectifs de réduction d'émissions, un calendrier et des moyens de les respecter. Tous les territoires, par leurs compétences, les***

collectivités sont au cœur de notre transition écologique. Bien souvent, elles ont également été précurseurs. Nous avancerons avec les élus locaux et nous définirons des stratégies adaptées avec eux. C'est pourquoi nous avons créé un ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Par notre action, nous avons les moyens d'être la première grande nation à sortir des énergies fossiles. Nous y parviendrons par un mix énergétique plus équilibré autour des énergies renouvelables et du nucléaire. Nous aurons besoin de piloter parfaitement notre transition énergétique. C'est pourquoi j'ai confirmé aujourd'hui l'intention de l'Etat de détenir 100 % du capital d'EDF. Cette évolution permettra à EDF de renforcer sa capacité à mener dans les meilleurs délais des projets ambitieux et indispensables pour notre avenir énergétique. **Nous mènerons la transition énergétique aussi en consommant moins.** Nous devons nous préparer à toutes les décisions possibles de la Russie. Nous sommes moins exposés, mais nous serions tout de même impactés par les décisions. Dès maintenant, nous nous préparons donc à tous les scénarios. Je ne mentirai pas, nous avons les moyens de tenir mais il faudra agir. Plus largement, **nous devons décarboner tous les pans de notre économie, de notre vie. Cela vaut dans l'industrie.** Et nous nous appuyerons sur les 50 milliards d'euros d'investissements d'avenir de France 2030. **Cela vaut pour le logement.** Nous continuerons grâce au succès du précédent quinquennat et rénovons 700 000 logements par an. **Cela vaut pour notre agriculture.** J'y reviendrai. **Ce sera le cas pour les transports enfin.** Nous voulons permettre à chacun, quel que soit le territoire où il habite, d'avoir accès à un moyen de transport propre. Nous agissons pour le ferroviaire en prolongeant les investissements de ces dernières années pour les petites lignes, pour les trains de nuit, pour les lignes du quotidien. Nous offrirons à chacun une alternative à la voiture thermique. **Chaque Français devra avoir accès à une voiture zéro émission,** notamment grâce au prime à la conversion et à un système de location longue durée à moins de 100 € par mois. »

Un [arrêté du 21 mai 2022](#) et un [arrêté du 9 juin 2022](#) sont relatifs à la composition du cabinet du Premier ministre.



Directeur de cabinet : Aurélien Rousseau. Originaire d'Alès, titulaire d'une maîtrise d'histoire médiévale à Paris, il enseigne l'histoire pendant 2 ans au lycée Jean-Renoir de Bondy. En 2001, il entre à la Mairie de Paris au cabinet du communiste Pierre Mansat, adjoint au maire, avant d'intégrer celui de Bertrand Delanoë. Ancien élève de l'ENA (2007-2009). De 2015 à 2017 il est directeur adjoint de cabinets des Premiers ministres Manuel Valls et Bernard Cazeneuve. En 2017, il est nommé président-directeur général de la Monnaie de Paris. En 2018, il est directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France. Il quitte ses fonctions en août 2021 et réintègre le Conseil d'État. Il était par ailleurs depuis la rentrée 2021 professeur associé à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) où il conduisait un séminaire sur la transformation de l'État.



Directeur adjoint de cabinet : Etienne Champion. Ancien élève de l'ENA (2002-2004). Chef du bureau "relations avec les professionnels de santé" à la Direction de la sécurité sociale (2004-2007), Directeur général adjoint du pôle solidarité au Département de la Seine-Saint-Denis (2007-2012), Sous-directeur de l'accès aux soins, des prestations familiales et des accidents du travail à la Direction de la sécurité sociale (2012), Conseiller social du Président de l'Assemblée nationale (2012-2013), Directeur adjoint du cabinet de la Ministre de l'égalité des territoires et du logement (2013-2014), Directeur de cabinet du Secrétariat d'Etat chargé de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (2014-2015), Directeur de cabinet de la Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (2015-2017), Directeur de cabinet de la Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (2015-2017), Directeur général de l'Agence régionale de santé Hauts-de-France (2019-2020), Secrétaire général au sein des Ministères sociaux (2020-2022), Conseiller maître à la Cour des comptes depuis février 2017.



Conseiller politique et relations avec la société civile : M. Lionel Choukroun.

Titulaire d'un DEA de Droit social et syndical de l'Université Paris-X Nanterre (1996) et d'un Mastère Management des Hommes et Organisations (1996), il est successivement manager RH chez Alstom Transport (1996-2000), manager RH et communication chez Direct Medica (2000-2001), directeur de projets chez France Télévisions (2001-2009), Attaché culturel puis Directeur Adjoint de l'Institut français d'Israël à Tel Aviv (2009-2014), Attaché culturel - Directeur Adjoint Institut français Israël (2009-2014), Fondateur de l'Agence Culturelle (2015-2017), commissaire général de la saison France Israël 2018 à l'Institut français (2016-2017), cofondateur de l'entreprise So French Délices (2015-2017), Conseiller politique Affaires réservées auprès du Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances (2017), Chef de cabinet, conseiller politique et affaires réservées au Secrétariat d'État auprès du Premier ministre, Porte-parole du gouvernement (2017-2019), Conseiller spécial dans le cadre de la campagne pour les élections municipales à Paris (2019-2020), directeur conseil chez Taddeo (2020-2022).

Par [décret du 20 juillet 2022](#) est nommé :



Emmanuel Puisais-Jauvin, secrétaire général des affaires européennes (SGAE).

Agrégé de philosophie, diplômé de l'École Normale Supérieure, ancien élève de l'ENA (2002), conseiller des affaires étrangères hors classe, il est conseiller politique à la Représentation permanente de la France auprès de l'UE de 2007 à 2011. Il rejoint ensuite la direction de l'Union européenne du ministère des affaires étrangères de 2011 à 2015. Il est ensuite conseiller aux affaires européennes à Matignon puis directeur adjoint à l'ambassade de France en Allemagne avant d'être successivement directeur de cabinet adjoint de Jean-Yves Le Drian puis directeur de cabinet de la ministre des affaires étrangères Catherine Colonna.



Chef de pôle territoires : Hugo Bévort.

Licence d'histoire à l'université Paris-Sorbonne (1996), diplômé de Sciences-Po Paris (1998), agrégation d'histoire (1999), ancien élève de l'ENA (2006-2008). Conseiller à l'institut culturel français à Florence (2000-2002), professeur agrégé d'histoire-géographie au Lycée Jacques-Brel à La Courneuve (2002-2006), chef de bureau - DRH (2008-2009) puis directeur de cabinet adjoint du Maire de Paris (2009-2014). Il rejoint ensuite Matignon comme conseiller technique aménagement du territoire (2014-2016), conseiller aménagement du territoire, ville, citoyenneté (2016-2017), chef du pôle territoires (2017). De 2017 à 2020 il est Directeur des stratégies territoriales au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) rattaché au Premier ministre. Il retourne ensuite à la Mairie de Paris comme directeur de la mission Métropole du grand Paris et délégué général au Grand Paris, fonctions qu'il occupait jusqu'ici.



Conseiller territoires : Frédéric Baptista.

Titulaire d'un BTS audiovisuel au Lycée Henri Martin, il est successivement collaborateur en France d'un parlementaire européen (2014-2016), manager du pôle développement projets de la holding Bendt finances (2016-2017), cofondateur de l'entreprise Influences Consulting (2017-2018), enseignant en marketing au sein de l'école de commerce Weller International Business School (2017-2018), collaborateur à l'Assemblée nationale (2018-2019), Directeur adjoint de campagne pour LREM lors des élections régionales dans les Hauts-de-France (2021), Coordinateur régional de LREM dans les Hauts-de-France (2019-2021), il était jusqu'ici Conseiller politique en charge des élus au cabinet de la Ministre du Travail (2021-2022).

Par [arrêté du 5 juillet 2022](#) est nommée :



Conseillère écologie : Marine Braud. Diplômée de l'IEP d'Aix-en-Provence (2010) et titulaire du master "Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement" de l'université Paris I (2015). Elle est successivement chef de projet communication chez Total (avril 2011-septembre 2012), conseillère développement et influence de l'Union des ONG du Togo et Orphelins Sida international (novembre 2012-juin 2014), chef de projet à l'AFD, au sein du FFEM, fonds français pour l'environnement mondial, de février à août 2015. D'août 2015 à décembre 2015, elle assistait Pascal Canfin, alors conseiller principal pour le climat du think tank américain WRI. Marine Braud était chargée de préparer et suivre les négociations climats de la CCNUCC et notamment la COP 21. Elle est ensuite responsable diplomatie verte du WWF France (juillet 2018 à 2020). De mars 2016 à juillet 2018, elle était assistante du DG du WWF-France, Pascal Canfin. Sous le premier mandat d'Emmanuel Macron, elle exerce les fonctions de conseillère société civile et dialogue environnemental au sein du cabinet d'Elisabeth Borne (Ministre de la transition écologique), puis de conseillère spéciale en charge de la convention citoyenne pour le climat au cabinet de Barbara Pompili jusqu'en 2021. En février 2022, elle publie pour Terra Nova un « bilan écologique du quinquennat » et « 6 propositions pour organiser l'État afin de réussir la transition écologique dans les 100 premiers jours du prochain quinquennat ».

Par [arrêté du 5 juillet 2022](#) est nommé :



Conseiller technique transport : Emmanuel Bossière. Ecole polytechnique (2009-2012), Master économie en finances à l'Ecole des Ponts ParisTech et Master of Sciences en politiques publiques et développement à la Paris School of Economics (2012-2013), stagiaire à la Direction Générale de l'Armement (2009-2010), consultant stagiaire à la Banque mondiale (2011), stagiaire à la Cour des comptes (2012), Ingénieur-élève des Ponts, Eaux et Forêts (2012-2014), stagiaire au Secrétariat général du Gouvernement (2014), directeur adjoint de la division Aide aux projets - Fininter 2 (2014-2016), il intègre l'Agence

des participations de l'Etat en 2016 et devient représentant de l'Etat aux conseils d'administration de la Française des Jeux et d'Orange. En 2020 il prend la direction de la division transports. A ce titre, il représente l'Etat aux conseils d'administration de SNCF Réseau, du port de Marseille-Fos, de l'aéroport de Bordeaux, de l'aéroport de Marseille ou encore du port du Havre.

Par [arrêté du 11 juillet 2022](#) est nommée :



Conseillère technique logement : Sandie Michelis. Titulaire d'un DEA de droit public interne et d'un DESS droit-gestion et économie des organisations territoriales (2002-2004), diplômée de l'Institut Régional d'Administration de Lyon (2006), elle est successivement adjointe du chef du bureau du cabinet du Préfet et chef du bureau de la communication interministérielle à la Préfecture de l'Allier (2006-2009), chargée de mission affaires culturelles et cohésion sociale au SGAR de la Préfecture de la région Auvergne (2009-2011), responsable communication puis directrice de cabinet à la Direction générale de

la cohésion sociale (2011-2016), chef du service de l'accès au logement et de la prévention des expulsions à la Préfecture d'Ile-de-France (2017-2020)

Par [décret du 13 juillet 2022](#) est nommé :



Chef du pôle Ecologie, Transports, Energie, Logement et Agriculture, Secrétaire général à la planification écologique (SGPE) : Antoine Pellion. Il succède comme conseiller et chef de pôle à Damien Cazé qui occupait ces fonctions depuis mai 2017. Titulaire d'un diplôme de physique du MIT (2005), ingénieur des mines (2009), il occupe les fonctions d'ingénieur réservoir au Congo au sein du groupe Total (2005), chargé des études économiques à la direction de la stratégie du groupe Areva (2006), directeur adjoint de magasin Carrefour (2006-2007), coordinateur technique EPR dans le groupe Areva (2007-2008), chef du service régional de l'environnement industriel à la DRIRE Ile-de-France (2009-2010) puis chef du service de la prévention des risques et des nuisances à la DRIEE Ile-de-France (2010-2012). Il rejoint en 2012 l'administration centrale comme chef du bureau de la production électrique à la DGEC, en charge des dossiers du renouvellement des concessions hydroélectriques, du marché de capacités, des obligations d'achat, du PPI (programme pluriannuel d'investissements). Il est à partir de mai 2014 conseiller technique énergie dans le cabinet de Ségolène Royal au ministère de l'Ecologie, fonction qu'il quitte en février 2016 pour rejoindre le département collectivités d'Enedis. En mai 2017, il est nommé conseiller environnement, énergie et transports à la Présidence de la République et auprès de la Première ministre. Il devient en avril 2019 directeur général de LREM. En 2022, il est nommé Secrétaire général à la Planification écologique auprès de la Première ministre ([communiqué du 20 mai 2022](#)). Ce secrétariat général reprend le modèle du SGAE pour les affaires européennes. « *Placé auprès d'elle, il sera chargé de coordonner l'élaboration des stratégies nationales en matière de climat, d'énergie, de biodiversité et d'économie circulaire. Il veillera à la bonne exécution des engagements pris par tous les ministères en matière d'environnement.* » Il conserve en parallèle ses fonctions de conseiller et de chef de pôle à l'Elysée et à Matignon.

Le [décret n° 2022-990 du 7 juillet 2022](#) porte création du **Secrétariat général à la planification écologique** placé sous l'autorité du Premier ministre dont les missions sont les suivantes :

- *Coordonner l'élaboration des stratégies nationales en matière de climat, d'énergie, de biodiversité et d'économie circulaire, en s'assurant du respect des engagements européens et internationaux de la France. Veiller en particulier à la soutenabilité de ces stratégies et à leur différenciation, afin de s'adapter aux particularités de chaque territoire et d'intégrer les enjeux économiques et sociaux.*
- *Veiller à la mise en œuvre de ces stratégies par l'ensemble des ministères concernés et à leur déclinaison en plans d'actions.*
- *Veiller à l'évaluation régulière des politiques menées au titre de ces stratégies et des plans d'action et à la publication d'indicateurs pour en rendre compte.*
- *Veiller à la cohérence de l'ensemble des politiques publiques avec les stratégies mentionnées (plus haut)*
- *Préparer et coordonner les saisines et les réponses du gouvernement aux avis du Haut Conseil pour le climat.*

L'équipe du SGPE est en cours de composition et doit encore être complétée pour compter une quinzaine de personnes en octobre. A ce jour il compte les personnes suivantes :



Cécilia Berthaud. Ancienne élève de l'ENA, diplômée de la London School of Economics and Political Science, de Sciences Po, titulaire d'un Master of Science en économie du développement à la SOAS University of London, a successivement été en poste à l'inspection générale des finances (2005-2009), directrice adjointe de l'AFD à Mexico (2009-2011), responsable des instruments financiers à la DG Energie (2015-2016), chargée de l'accès au financement des PME et des instruments financiers au sein de la Task force pour la Grèce de la commission (2011-2015), inspectrice des finances, rédactrice du rapport : "Pour une stratégie française de la finance verte" (2017-2018), sous-directrice du financement et de l'économie du logement au ministère de la transition écologique (2018-2020), elle était depuis 2020 inspectrice générale des finances. Elle assurait notamment des missions de conseil au Gouvernement sur les

politiques publiques, notamment de la transition écologique (accélération des projets d'énergie renouvelable, chèque alimentation durable, santé-environnement, rénovation énergétique des logements, zones industrialo-portuaires).



Emeline Keundjian. Diplômée de Sciences Po Aix option relations internationales, programme Erasmus à l'université d'Exeter (2003) et à la Fondation Getulio Vargas (2006), master en management international à l'ESCP (2007), elle est successivement consultante stagiaire dans l'agence BEING France (2005), consultante stagiaire en communication chez Publicis Consultants (2006), consultante stagiaire dans l'agence Les ouvriers du paradis United Babylone (2006), consultante chez M&C Saatchi.Gad (2007-2008), consultante puis directeur de clientèle chez Havas Paris (2008-2012), directeur du développement au sein de l'agence A.G (2012-2013), directrice générale adjointe (2013-2016) puis directrice générale (2017-2021) de l'agence W au sein du groupe Havas (2017-2021), elle était depuis 2021 directrice adjointe chargée de la stratégie au sein du service d'information du gouvernement (SIG).



Frédéric Glanois. Elève de l'école Polytechnique, chef de service économique et financier de la Représentation permanente française à l'UNI depuis 2018. Ingénieur de l'Ecole polytechnique (2002) et de Télécom Paris (2004), il est successivement ingénieur de recherche au laboratoire de psychologie expérimentale du CNRS (2004-2006), adjoint du chef de bureau des retraites et régimes spéciaux à la Direction du Budget (2006-2008), Conseiller du Maire-Adjoint de Paris chargé des finances et du budget (2008-2011). Il rejoint la DG Trésor en 2011, d'abord comme adjoint au Chef de bureau puis en 2012 Chef du bureau Aide au développement et Institutions multilatérales (2012-2015). De septembre 2014 à décembre 2015 il est membre senior de l'équipes Finances de l'équipe de négociation de la COP21. Il est ensuite Chef du service économique de Taipei jusqu'en 2018.



Vincent Hulin. Titulaire d'un doctorat en écologie à l'Université Paris XI, chargé de mission biodiversité et trame verte et bleue au Conseil Régional d'Ile-de-France de 2008 à 2012, chef de projet puis responsable de la recherche au sein de CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts, il a conduit la création de la Mission Economie de la Biodiversité. En 2016, il rejoint le cabinet de Barbara Pompili, Secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité comme conseiller chargé de l'économie, des stratégies de la biodiversité et de la nature en ville. D'avril 2017 à octobre 2018, il rejoint l'Agence Française pour la Biodiversité. Il était jusqu'ici Directeur adjoint de l'expertise au Muséum National d'Histoire Naturelle. A ce titre, il coordonnait la mise en œuvre d'une des 5 missions de cet établissement scientifique : la mise à disposition de l'expertise dont dispose le Muséum à destination des acteurs publics et privés. De 2020 à mai 2022, il travaillait au sein du cabinet de la ministre de la Transition écologique comme conseiller eau et biodiversité.



Emmanuel Schneider. Polytechnicien (2015) et ingénieur des mines (2018), il est successivement assistant chef de projet à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (2014), chargé de recherche en macroéconomie chez Natixis (2015), Data scientist chez BNP Paribas Corporate and Institutional Banking (2015-2016), analyste en Venture Capital chez Cathay Innovation aux Etats-Unis (2016-2017), ingénieur au sein du Corps des mines (2015-2018). Il intègre ensuite Bpifrance, successivement comme chargé d'affaires innovation (2018-2019), délégué innovation (2019-2020) et coordinateur du plan d'action climat depuis 2020.

3. Ministre délégué auprès de la Première ministre, chargé du Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement



Olivier Véran, ministre. Né en 1980 à Saint-Martin d'Hères. Médecin neurologue, titulaire d'un Executive Master en gestion et politique de santé à Sciences-Po Paris, Vice-président et porte-parole de l'Inter syndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH), assistant chef de clinique en unité de soins intensifs de neurologie vasculaire (prise en charge des accidents vasculaires cérébraux, enseignant à la faculté de médecine de Grenoble, direction d'un hôpital de jour de neurologie, député de la première circonscription de l'Isère du 22 juillet 2012 au 5 avril 2015, et depuis juin 2017 et rapporteur général de la commission des affaires sociales, conseiller régional d'Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2016, Ministre des Solidarités et de la Santé (2020-2022).

4. Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires



Christophe Béchu, ministre. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1996), titulaire d'un DEA de droit public (1997-1998) et d'un DESS du droit des interventions sanitaires et sociales des collectivités locales (2002-2003), lauréat de l'examen d'entrée à l'école d'avocat de Poitiers (2003). En 1995, il devient à 21 ans conseiller municipal de la ville d'Avrillé, en périphérie d'Angers. Il est ensuite président du conseil départemental de Maine-et-Loire de 2004 à 2014. Il est également élu eurodéputé UMP de 2009 à 2010, puis sénateur du Maine-et-Loire de 2011 à 2017. Après un premier échec aux élections municipales de 2008, il est élu maire d'Angers en 2012 avec 54 % des suffrages. Elu sous la bannière de l'UMP puis des Républicains, il annonce en décembre 2017 quitter LR pour soutenir En marche. Il est réélu au premier tour des élections municipales de 2020 avec 58 % des suffrages. Proche d'Édouard Philippe, fondateur du parti Horizons dont il est le secrétaire général, il travaille aux côtés d'Elisabeth Borne alors ministre des Transports en tant que président de l'AFITF (Agence de financement des infrastructures de transport de France), fonction qu'il occupait depuis 2018. Depuis 2015, il présidait l'Observatoire national de l'action sociale, instance visant à analyser les actions des collectivités en matière de cohésion sociale.

Le [décret n° 2022-1024 du 20 juillet 2022](#) est relatif aux attributions du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires qui « *prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines du **développement durable, de la cohésion des territoires, de la lutte contre les inégalités territoriales, notamment dans les quartiers populaires des zones urbaines et les territoires ruraux, de l'environnement, notamment de la protection de la nature et de la biodiversité, de la prévention des risques naturels et technologiques, de la sécurité industrielle, des transports et de leurs infrastructures, de l'équipement et du logement, de l'urbanisme, de la ville, de l'aménagement et de la lutte contre l'étalement urbain. Il promeut une gestion durable des ressources rares.***

Au titre des relations internationales sur la biodiversité terrestre et marine, l'environnement et l'économie circulaire, il représente le Premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique, dans les négociations européennes et internationales, en concertation avec le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et veille à l'application des accords conclus. Il participe à l'élaboration des programmes de recherche, d'enseignement et de soutien à l'innovation dans les domaines relevant de ses attributions. Il participe, en lien avec les ministres intéressés, à l'élaboration de la législation fiscale dans les matières relevant de ses attributions. »



Directeur de cabinet : Marc Papinutti. Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, il débute sa carrière comme chargé d'études à l'Observatoire économique et statistique des transports en 1984. Il occupe ensuite différents postes à la Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France, notamment comme chef du groupe d'études et stratégies transport et adjoint à la directrice de la division des infrastructures et des transports, avant de devenir conseiller technique auprès de plusieurs ministères, dont celui de Jean-Louis Borloo entre 2007 et 2008. Il est ensuite directeur des infrastructures de transports à la DGITM, directeur général de Voies navigables de France (VNF) puis brièvement président de la Société du Canal Seine-Nord. Depuis 2019, il était commissaire coordonnateur auprès du conseil de coordination interportuaire et logistique Méditerranée Rhône Saône. En 2021, il est nommé commissaire du Gouvernement auprès du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine.

Par [arrêté du 2 août 2022](#), [arrêté du 8 août 2022](#), [arrêté du 15 juillet 2022](#), autre [arrêté du 15 juillet 2022](#), sont nommés [par arrêté du 30 août 2022](#) et par [un autre arrêté du 30 août 2022](#) sont nommés:



Directeur adjoint du cabinet : Simon Chassard. Licence de droit et de sciences politiques à Sciences Po Paris (2011), Bachelor en langues et littérature à l'université de Chicago (2011), Master en affaires publiques à Sciences Po Paris (2013), Master en administration publique générale (2014), ancien élève de l'ENA (2015). Il est successivement chargé de mission auprès du Préfet du Territoire de Belfort (2012), stagiaire à la Préfecture de la Vienne (2014), enseigne de vaisseau de 2ème classe (2014-2015), maître des requêtes au Conseil d'État (2016-2021), conseiller juridique du directeur général des étrangers en France au ministère de l'Intérieur (2018-2020) puis sous-préfet de l'Aude en charge de l'arrondissement de Carcassonne (2020-2022). Il avait rejoint en mai 2022 le cabinet de Christophe Béchu au ministère délégué en charge des collectivités.



Directeur adjoint du cabinet : Louis Le Franc (également directeur du cabinet de Caroline Cayeux, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales). DEUG de sciences économiques, EMS Saint Cyr. Officier de l'armée active (1984), directeur du cabinet du préfet de la Dordogne (1996), Sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de la zone de défense Sud, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône (1999), directeur du cabinet du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense Sud, préfet des Bouches-du-Rhône (1999), Secrétaire général de la préfecture de l'Indre (2001), secrétaire général adjoint auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie (2003) secrétaire général du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie (2004-2005), sous-préfet hors cadre. Conseiller technique à la Présidence de la République (2006), secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (2007), sous-préfet de Mulhouse (2009), préfet de la Haute-Corse (2011), préfet de l'Aude (2013), préfet d'Indre-et-Loire (2015), préfet de l'Oise (2017-2020), il était préfet du Pas-de-Calais depuis 2020.



Directeur adjoint du cabinet : Alexis Vuillemin (également directeur du cabinet de Clément Beaune, ministre délégué aux transports). Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, il était depuis mars 2022 directeur des transports ferroviaires et fluviaux et des ports au sein de la nouvelle direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (ex-DGITM). Il a exercé à la direction du budget en charge du secteur des transports puis de la préparation et du suivi du budget de l'État, en cabinets ministériels au ministère de l'Économie et des Finances chargé de ce même budget puis au ministère de l'Écologie chargé des affaires économiques et financières, ainsi qu'en qualité de sous-directeur des transports ferroviaires et collectifs et des déplacements urbains. Il a également été secrétaire général de l'autorité de régulation des activités ferroviaires et routières avant de rejoindre la DGITM.



Directrice adjointe du cabinet : Muriel Nguyen (également directrice du cabinet d'Olivier Klein, ministre délégué à la ville et au logement). Diplômée de Sciences Po Paris, ancienne élève de l'ENA, elle est successivement sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Picardie, préfète de la Somme (2000-2002), directrice de cabinet de la préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense Ouest, préfète de l'Ille-et-Vilaine (2002-2004), secrétaire générale de la préfecture de Mayenne, sous-préfète de l'arrondissement de Laval (2004-2006), secrétaire générale du Conseil supérieur de l'administration territoriale de l'Etat (2007-2009), sous-directrice du recrutement et de la formation au sein de la direction des ressources humaines du ministère de l'intérieur (2009-2013), directrice de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté au ministère de l'Intérieur (2013-2016), préfète de la Meuse (2016-2019), préfète de la Somme depuis 2019.



Directrice adjointe du cabinet : Amélie Coantic (également directrice du cabinet de Béragère Couillard, secrétaire d'État à l'écologie). Diplômée de l'ENS de Paris-Saclay (2002-2005) et de l'Engref (2005-2007), chef du service eau forêts espaces naturels à la DDT Indre (2007-2010), d'adjointe au chef du bureau de la faune et flore sauvage (2010-2013), chef du bureau des ressources naturelles (2013), conseillère technique environnement du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, d'avril 2013 à avril 2014. Elle rejoint ensuite Eau de Paris comme déléguée à l'innovation (2014-2016) puis à la Driea, d'abord comme directrice adjointe de l'unité territoriale des Hauts-de-Seine, de 2016 à 2018, puis en tant que directrice régionale adjointe et directrice des Hauts-de-Seine, de 2018 à 2019. Elle est ensuite nommée sous-directrice de l'eau et des ressources minérales au ministère de la Transition écologique. En 2022, elle devient conseillère protection de la nature et du littoral, eau et biodiversité dans le cabinet d'Amélie Montchalin.



Directeur adjoint du cabinet : Antoine Grézeaud (également directeur du cabinet de Dominique Faure, secrétaire d'État à la ruralité). Secrétaire général de la délégation interministérielle à la famille (1999-2004), Chef adjoint de cabinet au Ministère de l'Économie et des Finances, de l'Action et des Comptes publics (2004-2005), Chef de cabinet, conseiller du ministre en charge du dialogue syndicale (2005-2006), directeur de cabinet du Président du CSA (2005-2007), directeur de cabinet du Président de l'Institut du Monde Arabe (2007-2011), directeur de cabinet du défenseur des droits (2011-2014), directeur de cabinet puis conseiller du Maire de Toulouse (2014-2019), directeur général de la FESP, Fédération du service aux particuliers (2020-2022).



Conseiller auprès du ministre : Xavier Daudin-Clavaud. Ancien élève de l'ENA, directeur du cabinet du préfet de Vaucluse en 2005 secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence de 2007 à 2009. Il entame ensuite une mobilité au Conseil d'Etat. Il rejoint en 2009 le cabinet de Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, comme conseiller technique. De 2011 à 2013, il dirige le cabinet du directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur. Il devient directeur général des services du département de Vendée en 2013. Il est nommé en 2015 directeur adjoint des services du conseil régional des Pays de la Loire puis directeur en 2017. En mai 2022, il est nommé directeur du cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des collectivités territoriales.



Conseiller spécial : Anthony Lusson. Titulaire d'un master en administration publique de l'université Panthéon-Assas (2008), il devient la même année collaborateur de Christophe Béchu en tant qu'élus d'opposition à la mairie d'Angers. En 2009 il est chargé de mission au conseil départemental du Maine-et-Loire dont Christophe Béchu prend la présidence. En 2014, il suit l'élus comme directeur de cabinet adjoint puis directeur de cabinet à la mairie d'Angers en 2016.



Cheffe de cabinet : Julie Creuseveau. titulaire d'un master 2 de droit international public de l'université d'Aix-Marseille (2014), chargée d'études à la direction juridiques du ministère de la Défense (2014), attachée commerciale chez Colibri (2014-2015), collaboratrice parlementaire à l'Assemblée nationale (2015-2017), conseillère technique presse au cabinet du Premier ministre (2017-2020), Cheffe de cabinet de la ministre déléguée auprès de la ministre des Armées (2020-2022).



Conseillère presse et communication : Julia Madar. Titulaire d'un Bachelor en philosophie, sciences politiques et économie de l'université de Pennsylvanie (2015-2019) et du Berggruen Institute, stagiaire communication à l'Elysée en 2014, chercheuse assistante à l'université de Pennsylvanie (2016-2017), chargée de stagiaire communication chez Havas (2017). Elle a intégré l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron en 2021 au sein de la cellule en charge des éléments de langage.



Conseillère parlementaire : Lucile Hervé. Etudes à la Shanghai Jiao Tong University (2014), licence à Sciences Po Paris (2014), master en droit économique à Sciences Po Paris (2017). Assistante au département NTIC du cabinet juridique Cotty Vivant Marchisio & Lauzeral (2015), attachée au pôle Développement de la Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies (2016), collaboratrice parlementaire de Laurent Saint-Martin, rapporteur général du budget (2019-2020), conseillère législative auprès des députés LREM de la commission des affaires économiques (2020-2022).



Conseiller budgétaire et fiscalité : Mehdi Aouat. Diplômé de Sciences Po Paris (2014), de l'Ecole nationale des ponts et chaussées et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (2015). Il débute sa carrière comme adjoint au chef du bureau des transports à la direction du Budget (2015-2017) où il est en charge du suivi de la mise en œuvre de la réforme de la SNCF de 2015 (création de trois EPIC), de la négociation de la trajectoire financière pluriannuelle du groupe et de la rédaction du rapport au Parlement sur la dette de SNCF Réseau. Il est ensuite adjoint au chef du bureau des lois de finances (2017-2019), chef du bureau des recettes et des jeux d'argent et de hasard (2019-2020) et chef du bureau du logement, de la ville et des territoires depuis 2020. A ce titre, il administre plusieurs entités publiques liées aux enjeux du logement et de l'aménagement du territoire.



Conseiller prévention des risques, santé, environnement, urbanisme et aménagement : Guillaume Mangin. Diplômé de l'Ecole polytechnique (2004) et d'un mastère en gestion de l'eau de l'ENGREF (2005), il a été successivement chef de la division développement industriel de la DRIRE Franche-Comté et chargé de mission économie au SGAR Franche-Comté (2005-2008), chargé de développement de projets au sein de l'imprimerie Quille (2008-2010), chef de projet développement immobilier à CIRMAD Perspectives (2010-2012), chef du bureau de la politique d'aménagement routier à la DGITM (2012-2014), chargé de mission du corps des IPEF au Ministère de l'Environnement directeur de la construction de l'Epaurif, de 2016 à 2020. Depuis 2020 il était directeur adjoint de la DRIEA (Direction régionale et interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement), directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine.



Conseiller transition bas carbone, efficacité énergétique, qualité de l'air et adaptation au changement climatique : Adrien Zakhartchouk. Titulaire d'un master en économie et politiques publiques de Sciences Po (2010), diplômé de Polytechnique (2011), titulaire d'un master de l'ENSAE (2011). Chargé de cours à Sciences Po et à l'ENSAE (2012-2014), il travaille à l'INSEE de 2011 à 2014, successivement comme chef de la section marchés financiers, chef de projet sur les méthodes de prévision et responsable des prévisions macroéconomiques de court terme pour la France. De 2014 à 2015 il est expert national en charge de la surveillance de la mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance pour la Commission européenne. Il rejoint ensuite la DG Trésor comme chef d'unité adjoint Union économique et monétaire (2015-2017), chef du bureau Climat, environnement et agriculture (2017-2020) et chef du bureau de la politique commerciale, de la stratégie et de la coordination (2020-2022). Il rejoint ensuite le cabinet d'Amélie de Montchalin alors ministre de la transition écologique en juin 2022.



Conseiller territorialisation de la transition écologique : Simon Karleskind. Diplômé d'un Master of Science de l'ETH Zürich (2017), ingénieur des Ponts, des Eaux et des Forêts (2018), diplômé de l'Ecole Polytechnique (2017), il effectue notamment un stage chez Arkema (sites de Carling et Houston) en 2015. Il était depuis la fin 2020 sous-préfet à la relance et à la transformation de la région Centre Val de Loire, après avoir travaillé deux ans à la Diar, notamment comme directeur de cabinet, conseiller en charge de l'économie sociale et numérique et chef du projet Lab'R, laboratoire d'expérimentation et d'innovation au service des réfugiés.



Conseiller diplomatique : Joël Hamann (en remplacement de Thomas Rossignol appelé à d'autres fonctions à compter du 29 août 2022). Licence en chimie et physique, licence en mathématiques appliquées (2006) et licence en économie appliquée de l'université de Paris-Sud XI (2008), master 1 en mathématiques fondamentales et appliquées (2007), master en économie du développement durable, de l'environnement et de l'énergie de l'EHESS (2008), magistère de physico-chimie moléculaire à l'ENS Cachan (2009), master en radiochimie de l'université Paris XI (2009), master en chimie inorganique et nanosciences de

l'université Paris XI, ingénieur de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées (2011), Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts depuis 2021. Il est successivement chargé d'appui au département Transports en Asie du Sud Est de la Banque mondiale (2010-2011), enseignant vacataire en microéconomie à l'université Paris-Sud (2011-2012), enseignant vacataire en économie industrielle à l'université de Paris Marne-la-Vallée (2012-2013), chercheur en économie urbaine, transport urbain et climat au CIRED (2011-2014), chef du bureau de la politique de l'aménagement routier au Ministère de l'Ecologie (2014-2017), chef du bureau du pilotage des projets zone 2 au Ministère de l'Ecologie (2015-2017), chef du pôle développement durable au service économique régional de Nairobi à la DG Trésor (2017-2020), chef de la mission de coordination des Affaires européennes et internationales de la DIT au MTE (2020-2022), il était depuis mars 2022 Chef de la mission de l'Europe et de l'international à la DGITM.



Conseillère discours, prospective et relations avec la société civile : Marie

Dégremont. Diplômée de l'Université de Californie de Santa Barbara (2010-2011), d'un master affaires publiques dans la filière énergie de Sciences Po et d'un doctorat de sciences politiques dans la même école, sa thèse portant sur les "Transitions énergétiques et politiques à l'orée du XXIe siècle. L'émergence en France d'un modèle territorial de transition énergétique" (2013-2018). Elle a été chef de projet transition énergétique à France Stratégie de 2017 à 2020 avant de rejoindre le haut-commissariat au plan (2020-2022). Elle a poursuivi en

parallèle une activité d'enseignante (notamment à l'ENA, Science Po et à l'université Paris-Sud) et de chercheuse associée au Centre de sociologie des organisations.



Conseillère élus et cohésion des territoires : Amandine Durand.

Diplômée d'un master en droit et sortie du centre de formation de la juridiction administrative en 2017 Conseillère du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel à Toulouse depuis juillet 2017, elle est nommée en 2019 sous-préfète du Calvados en charge de l'arrondissement de Bayeux. En 2021, elle rejoint la Direction générale de l'administration de la Fonction publique (DGAFP) en tant que chargée de mission avec pour responsabilité la mise en œuvre de la réforme de la fonction publique. En juin 2022, elle avait été

nommée conseillère aménagement du territoire, ruralité et Europe au cabinet de Christophe Béchu alors ministre des collectivités territoriales.



Conseillère relations avec le monde de l'entreprise : Mariana Caillaud.

Titulaire d'un Master 2 en relations institutionnelles de Paris II (2010), d'un *Executive Certificate Entrepreneurship* de HEC et d'un *Executive MBA* de HEC (2020), consultante en affaires publiques chez Havas (2008-2009), chargée d'affaires européennes à l'Assemblée nationale (2009-2010), en charge d'affaires institutionnelles chez Publicis Consultants (2010-2012). Elle rejoint ensuite le groupe Carrefour comme responsable des affaires publiques européennes (2012-2015), responsable des relations extérieures et de la communication (2015-2018) puis responsable du marketing et des relations extérieures de la branche services financiers (2018-

2019). En 2019 elle crée la start-up Dolipharm, assistant de santé sur le lieu de travail. En 2022 elle est candidate (battue) aux élections législatives dans la 16^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône avec pour suppléant le maire d'Arles Patrick de Carolis.



Clément Beaune, Ministre délégué auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des Transports.

Né le 14 août 1981, diplômé de Sciences Po Paris (2004) et du Collège d'Europe, département d'études politiques et administratives européennes (2005), ancien élève de l'ENA (2009), adjoint au chef du bureau des lois de finances à la Direction du Budget (2009-2011), adjoint au chef du bureau de la recherche et de l'enseignement supérieur à la Direction du Budget (2011-2012), conseiller technique (budget) au cabinet de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre (2013-2014), conseiller chargé des affaires européennes et budgétaires au cabinet de Carole Delga (2014-2015), conseiller chargé des affaires européennes et budgétaires au cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy (2014-2015), chargé des Affaires européennes, Internationales et Financières au cabinet d'Emmanuel Macron (2015-2016), directeur général adjoint d'ADP Management (2016-2017), conseiller Europe dans l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron (février à mai 2017), conseiller spécial Europe à la présidence de la République (juin 2017 à juillet 2020), Secrétaire d'État chargé des Affaires européennes (2020-2022), Ministre délégué chargé de l'Europe (mai 2022-juillet 2022).

Directeur adjoint du cabinet : Alexis Vuillemin (voir à la rubrique cabinet de Christophe Béchu).

Attribution : [Décret n° 2022-1080 du 29 juillet 2022](#)



Olivier Klein, Ministre délégué auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé de la Ville et du Logement.

Né en 1967, professeur certifié en sciences physiques au lycée Gaston-Bachelard de Chelles (1991-2009), principal adjoint au collège Jean-de-Beaumont de Villemomble (2009-2010), secrétaire général du groupe socialiste, Europe écologie Les Verts et gauche citoyenne au Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis (2010), maire de Clichy-sous-Bois (2011), vice-président du Conseil national des villes (2015-2018), Président de l'ANRU (2018), Vice-Président du Territoire Grand Paris Grand Est délégué au renouvellement urbain (2016), Vice-Président de la Métropole du Grand Paris délégué à l'Habitat et la mixité (2016).

Directrice adjointe du cabinet : Muriel Nguyen (voir à la rubrique cabinet de Christophe Béchu).



Conseiller budget, fiscalité et rénovation énergétique : Stéphane Crémel. Diplômé de l'Ecole polytechnique (2015), Master of Science de l'Imperial College de Londres (2016), mastère spécialisé Politique et Action publique pour le développement durable de l'Ecole des Ponts ParisTech (2017), stagiaire assistant conducteur de travaux chez Eiffage (2014), stagiaire de recherche à la Australian National University (2015), stagiaire de recherche à l'Imperial College de Londres (2016), chargé de mission prospective chez Leonard (2017), il rejoint ensuite le MTES comme chargé de mission économie du climat (2017-2018). Il est ensuite adjoint au chef de bureau énergie-transports de la DG Trésor (2018-2020) et chef du bureau des aides financières à la DHUP.



Conseiller construction, aménagement et ville durable : Hugues Piazza. Ingénieur en travaux publics de l'ESTP (2015), master en stratégies territoriales et urbaines de Sciences Po (2016). Stagiaire chez GTM Bâtiment Aquitaine (2013 et 2014), en charge de la mutualisation des services financiers à Bordeaux Métropole (2015), il intègre le groupe Icade en 2016 comme responsable d'opérations, responsable de projets, responsable de développement puis directeur du développement en charge des régions dans l'entité synergies urbaines. Il était également enseignant vacataire à l'école urbaine de Sciences Po depuis 2020.



Bérangère Couillard, Secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargée de l'Écologie.

Née en 1986, diplômée d'un Master II marketing et vente - Franchise & commerce en réseau de l'IAE de Rennes, elle travaille dans le management dans l'alimentaire puis dans le secteur de l'habillement en Gironde. Elle devient en 2016 directrice régionale de la marque de prêt-à-porter française IKKS. Elle est élue en juin 2017, et réélue en 2022, députée En Marche de la 7ème Circonscription de Gironde. A ce titre elle a été rapporteur de la loi d'orientation

des mobilités à l'Assemblée nationale, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) et du Conseil supérieur de l'énergie.

Directrice de cabinet : Amélie Coantic (voir cabinet de Christophe Béchu)

[Décret d'attribution n°2022-1082 du 29 juillet 2022](#)

5. Ministère de la Transition énergétique



Agnès Pannier-Runacher, ministre. Née le 19 juin 1974, diplômée de HEC et de l'ENA, elle débute sa carrière en 2000 au sein de l'inspection des finances. En 2003, elle devient directrice du cabinet du directeur général de l'AP-HP. En 2006, elle rejoint la CDC comme directrice adjointe en charge de la stratégie et des finances. Elle travaille ensuite au Fonds Stratégique d'Investissement de 2008 à 2011. Agnès Pannier-Runacher a occupé plusieurs postes dans des entreprises industrielles : Faurecia en 2011 puis à la Compagnie des Alpes en 2013. Lors de la campagne

présidentielle d'Emmanuel Macron, elle est référente pour le 16ème arrondissement avant de faire partie de la commission d'investiture des candidats aux élections législatives. Elle rentre au gouvernement en 2018 en tant que secrétaire d'Etat chargée de la Reconquête industrielle auprès du ministre de l'Economie et des finances. Lors du remaniement de 2020, Agnès Pannier-Runacher est nommée ministre déléguée chargée de l'Industrie dans le gouvernement de Jean Castex. En 2021, elle se présente aux élections régionales dans les Hauts-de-France et est éliminée dès le premier tour.

Le [décret n° 2022-845 du 1er juin 2022](#) est relatif aux attributions du ministre de la transition énergétique qui « *prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines de la transition énergétique et de l'énergie, notamment en matière industrielle et tarifaire. Il prépare et met en œuvre la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il promeut une gestion durable des ressources rares en matière minière. Il définit et met en œuvre la politique de l'énergie, afin, notamment, d'assurer la sécurité d'approvisionnement et l'accès à l'énergie, de lutter contre le changement climatique et de promouvoir la transition énergétique.*

A ce titre, il est, notamment, compétent en matière de :

- a) Développement des énergies renouvelables ;
- b) Sécurité et d'entretien du parc nucléaire existant et de programme de construction de nouveaux réacteurs nucléaires ;
- c) Développement de la production et des usages de l'hydrogène ;
- d) Décarbonation et d'électrification du secteur des transports routiers, en particulier, de conversion du parc automobile et de développement des infrastructures de recharge des véhicules électriques ;
- e) Promotion de l'efficacité énergétique, notamment, conjointement avec le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, de rénovation et de performances énergétiques des bâtiments ;
- f) Lutte contre la précarité énergétique ;

g) Carburants ;
h) Tarifs de l'énergie.



Mélanie Mégraud, directrice de cabinet ([arrêté du 21 mai 2022](#)). Diplômée de Sciences Po (2010) et de Mines Paris Tech (2011) dans le domaine de l'environnement, elle était depuis décembre 2020 directrice adjointe de cabinet d'Agnès Pannier-Runacher, alors ministre déléguée à l'industrie. Elle avait travaillé à la DG Trésor durant les quatre années précédentes, d'abord comme adjointe au chef de bureau de l'économie des réseaux, puis comme responsable du comité interministériel des restructurations industrielles. Elle avait auparavant travaillé au sein de Geodis, à la direction des fusions-acquisitions, de

2012 à 2016. Une expérience précédée d'un passage de deux ans à l'Élysée, notamment comme chargée de mission auprès du conseiller environnement durable Boris Ravignon.

Par [arrêté du 30 mai 2022](#), par [arrêté du 8 juin 2022](#), par un premier [arrêté du 13 juin 2022](#), par un second [arrêté du 13 juin 2022](#) et par [arrêté du 29 juin 2022](#) : sont nommés :

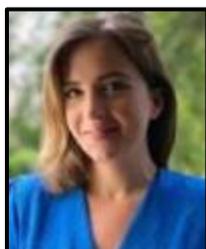


Pierre Jérémie, directeur adjoint du cabinet. Polytechnicien (2008-2012), ingénieur en chef des mines, titulaire d'un diplôme universitaire en langue et littérature japonaise (2016-2017) et d'un master 2 en droit de l'environnement (2017-2018). Il a exercé les fonctions de chef du service prévention des risques et des nuisances à la DRIEE d'Île-de-France avant de devenir en 2018 chef du bureau des marchés de l'électricité au sein de la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) du ministère de la Transition écologique. Il était depuis juillet 2020 conseiller industries de base, de l'énergie et éco-industries d'Agnès Pannier-Runacher, alors ministre déléguée à l'industrie.



François Rosenfeld, conseiller. DEA de biologie moléculaire à l'ENS (2004), ingénieur des mines. Chargé de mission auprès du directeur des opérations de Cerep Chimie, analyste financement de LBO et d'acquisition au sein de BNP Paribas à New York (2006). Il travaille de 2008 à 2011 à la Commission européenne, d'abord à la DG Commerce comme membre de l'équipe de négociations à l'OMC dans le cadre du cycle de Doha et en charge d'enquêtes antidumping puis à la DG Concurrence comme analyste en charge du contrôle des fusions. Conseiller en charge des sujets marché intérieur, fiscalité, industrie, énergie, environnement, télécoms au cabinet du ministre des Affaires européennes Jean Leonetti (2011-

2012), chargé de la mission sur la sidérurgie française et l'avenir du site ArcelorMittal de Florange au CGEJET à Bercy. De 2012 à 2015, il occupe le poste de directeur stratégique et financier du Secrétariat général pour l'investissement, puis part deux ans chez Zodiac Aerospace comme directeur des process et des systèmes. Il rejoint ensuite Cathay Capital Private Equity (2017-2020). Depuis septembre 2020, il était directeur de cabinet d'Agnès Pannier-Runacher au ministère de l'Industrie.



Caroline Krauser, cheffe de cabinet. Hypokhâgne et khâgne à Nîmes, diplômée de l'Institut supérieur du management public et politique (2017-2018), elle a été successivement chargée de veille médiatique au sein de l'agence de communication EDD (2018), chargée de mission puis attachée de presse du parti Les Républicains de 2018 à 2020 et chargée de mission à la chefferie de cabinet du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2021-2022).



Marjorie Bouchard, conseillère presse et communication. Classe préparatoire littéraire au lycée Carnot à Dijon (2008-2010), titulaire du master Euromédias de l'Université de Bourgogne (2013), elle débute sa carrière comme journaliste stagiaire chez Marianne (2012). Elle est ensuite successivement rédactrice à la CCI Côte-d'Or (2013), rédactrice en chef adjointe web et réseaux sociaux pour le site du gouvernement (2014-2017), consultante senior puis directrice conseil chez Elabe (2017-2021).



Célia Agostini, conseillère politique en charge des relations avec le Parlement. Titulaire d'un Master 1 en droit européen, d'un Master 2 en droit économique de l'Union européenne de Paris-I Panthéon Sorbonne et d'un Master 2 du collège de l'Europe de Bruges, elle débute sa carrière comme *Legal Intern Antitrust – Competition* au sein du cabinet d'avocats Covington & Burling LLP. Elle devient ensuite collaboratrice parlementaire de Sandrine Mörch, députée LREM de Haute-Garonne (2018-2019). Elle était conseillère de la ministre déléguée à l'Industrie, en charge des relations avec le Parlement depuis 2020.



Simon Pecnard, Conseiller concertation et dialogue citoyen. Licence de droit de l'université Paris-2, d'un master 1 de droit public et d'un master 2 affaires publiques de l'université Paris-1, stagiaire au sein de la société d'avocats Nomos (2017), de Sorba Payrau avocats (2018), de Malka et associés (2018), stagiaire auprès du chef de cabinet du secrétaire d'Etat aux transports Jean-Baptiste Djebbari (2019-2020), collaborateur à l'Assemblée nationale (2020-2021), il était conseiller discours au cabinet d'Agnes Pannier-Runacher depuis novembre 2021.



Paul Quentin, conseiller médias et communication adjoint. Double licence de droit et de sciences politiques à l'université catholique de Lille (2014), master 2 en politique alimentaire et développement durable à l'ISA Lille (2017), master 2 en études européennes, spécialisation développement durable et politiques agricoles à l'ESPOL (2017), stagiaire relations publiques à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à Haïti (2013), stagiaire en communication à EdiPublic (2014), collaborateur parlementaire à l'Assemblée nationale (2015), chargé de production éditoriale / communication au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (2017), collaborateur auprès du service agricole de la RP France (2017), chargé de communication et influence au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (2018-2020), attaché de presse à la Présidence de la République (2020-2022).



Thomas Tardiveau, conseiller réforme des marchés de l'électricité et filière nucléaire. Diplômé de Polytechnique, d'un master en économie de l'ENS et de l'École des ponts et chaussées en 2017, consultant en analyse de politiques publiques de soutien aux entreprises chez Bpifrance (2018), chef adjoint à la DG Trésor, en charge notamment de l'immobilier, du logement, de l'audiovisuel et du cinéma (2018-2020). Depuis juillet 2020, il était chargé des participations chez EDF, Framatome, Enedis, RTE et Fonds France nucléaire à l'Agence des participations de l'État.



Nicolas Morin, conseiller approvisionnement gaz et pétrole et pouvoir d'achat. Diplômé de l'Ecole polytechnique (2017), ingénieur des mines (2017), MBA du Collège des ingénieurs (2018), stagiaire chez Arkema à Lacq et Beaumont (2015), stagiaire hydrogène chez Air Liquide à Tsukuba au Japon (2017), il a travaillé majoritairement au ministère de la Transition écologique, d'abord à la DGEC comme adjoint au chef du bureau logistique pétrolière et carburants alternatifs (2018-2021) puis à la DGITM, notamment comme chef du pôle numérique. Il a également été animateur de la Fresque du climat et évaluateur de projets innovants de Time for the planet.



Antonin Milza, conseiller énergies renouvelables et filières industrielles. Également ingénieur en chef des mines, il a travaillé pour Eramet au Sénégal comme ingénieur en charge des relations communautaires (2015-2016), avant de rejoindre le ministère de l'Économie à la Direccte Auvergne-Rhône-Alpes comme responsable du département entreprises et comme conseiller économique auprès du préfet de région (2017-2020). Il était depuis septembre 2020 en Nouvelle-Calédonie où il a œuvré comme directeur de l'industrie, des mines et de l'énergie pour le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et comme conseiller industriel du Haut-Commissaire de la République.



Cécile Goubet, conseillère décarbonation, sobriété et efficacité énergétiques. Diplômée de l'ESC Troyes et d'AgroParisTech (Master EDDEE), elle commence sa carrière en occupant différents postes de déléguée pharmaceutique et déléguée médicale. Elle rejoint ensuite CDC Climat comme responsable du développement commercial - registres et services (2008-2009), puis analyste marchés CO2 (marchés États-Unis, Europe, Inde), d'avril 2010 à septembre 2011. Elle occupe ensuite différents postes au sein du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (DGEC) : chargée de mission marchés carbone européen et internationaux (d'octobre 2011 à juin 2015) puis adjointe au chef de bureau marchés carbone jusqu'en 2018. Elle devient ensuite déléguée générale de l'AVERE-France, association nationale pour le développement de la mobilité électrique.



Roxane Mestrius, conseillère budgétaire et fiscale. Diplômée d'un master en droit économique à Sciences Po (2015) et de l'ENA (2019), elle a travaillé à la section travaux publics du Conseil d'Etat (2013), au service concurrence et régulation de GDF Suez (2014), au Sénat (avril à octobre 2015) et a effectué des stages dans le cadre de l'ENA, à l'ambassade de France au Canada (2017), chez Enedis (2017) et à la préfecture de Vendée (2017-2018). Maître de conférences en finances publiques à l'Institut de la gestion publique et du développement économique IGPDE (2019-2021), travaillait depuis trois ans à la direction du budget de Bercy, d'abord au bureau de la politique budgétaire puis au bureau des transports depuis octobre 2020. Elle a notamment contribué à l'élaboration du premier "budget vert" de l'État et à la formation de délégations étrangères à la budgétisation environnementale.

6. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique



Bruno Le Maire, Ministre. Né en 1969. En 1989, il intègre l'Ecole normale supérieure. En 1992, il est reçu premier de l'agrégation de lettres modernes. Diplômé de Sciences Po Paris en 1995, il intègre l'ENA en 1996. En 1998, il entre au ministère des Affaires étrangères, à la Direction des Affaires stratégiques, de Sécurité et du Désarmement. Il rejoint ensuite l'équipe du secrétaire général de la présidence de la République Dominique de Villepin. Il le suit au ministère des Affaires étrangères en 2002 en tant que conseiller pour les affaires étrangères au sein de son cabinet, au ministère de l'Intérieur en 2004 avec la même attribution, puis à Matignon en mai

2005, où il devient le conseiller politique. De juillet 2006 à 2007, il est nommé directeur de cabinet du Premier ministre en remplacement de Pierre Mongin. Lors des élections législatives de 2007, il est élu député dans la 1^{ère} circonscription de l'Eure. Devenu conseiller politique de l'UMP en avril 2008, il est nommé secrétaire d'Etat aux affaires européennes en décembre 2008. En juin 2009, il est nommé ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche. Réélu député en 2012, il brigue sans succès la présidence de l'UMP en 2014. En 2016, il se présente à la primaire de la droite et du centre où il obtient 2,38 % des voix. En mai 2017, il est nommé ministre de l'Économie dans le premier gouvernement Philippe. Son portefeuille est élargi aux Finances le mois suivant, dans le second gouvernement Philippe, puis à la Relance dans le gouvernement Castex en juillet 2020. Il est reconduit dans ses fonctions en mai 2022 avec des attributions élargies.

Par [arrêté](#) au JO du 26/05/2022 sont nommés au cabinet du ministre :



Directeur de cabinet : Bertrand Dumont. Diplômé de Sciences Po, ENS Lettres (1994), agrégation d'histoire à l'ENS (1996), ancien élève de l'ENA (2001). Adjoint du Secrétaire général du Club de Paris à la DG Trésor (2001-2003), Responsable de la gestion de trésorerie de l'Etat à l'Agence France Trésor (2002-2004), Conseiller puis Administrateur suppléant pour la France du FMI (2005-2007), Conseiller affaires internationales et européennes du Ministre de l'Economie et des Finances, de l'Action et des Comptes publics (2007-2010), Conseiller en charge des services financiers puis chef de cabinet de Michel Barnier, Vice-Président de la Commission Européenne en charge du Marché Intérieur et des Services (2010-2014), directeur de la gestion prudentielle de HSBC France (2015-2017), directeur adjoint de cabinet au Ministère

de l'Economie et des Finances, de l'Action et des Comptes publics (2017-2018), directeur général adjoint de la DG Trésor (2018-2020) et directeur de cabinet du Ministre de l'Economie des Finances et de la relance depuis la fin 2020.



Conseillère responsable de la transition écologique et de l'exécution des réformes : Claire Durrieu. Diplômée d'HEC (2009-2013), de l'ENS (2008-2014) et de l'ENA (2014-2016). Inspectrice des finances dès sa sortie d'école de 2017 à 2019, elle part ensuite en Guyane comme sous-préfète pour le développement économique et social (octobre 2019-janvier 2021), avant de revenir quatre mois à l'IGF comme co-rapporteur de la commission sur l'avenir des finances publiques présidée par Jean Arthuis. En mai 2021, elle devient cheffe du bureau de la politique budgétaire à la direction du budget de Bercy où elle traite notamment du

financement dans les investissements bas carbone et de la finance durable.



Conseiller entreprises, participation de l'Etat et industrie : Basile Thodoroff. Ingénieur des Mines. Analyste d'investissement chez Appian Capital (2014), stagiaire à la DG COMP de la Commission (2015), analyste d'affaires chez McKinsey à Londres (2015), ingénieur R&D géotechnique chez Areva (2016), manager produit Mov'InBlue chez Valeo (2016-2017), chef de projet chez Cooper Pharma à Casablanca (2017-2018), chef adjoint de l'aérospatial, la défense et le secteur maritime à la DG Trésor (2019-2021), il a rejoint le cabinet du ministre en 2021. Il est également coauteur d'un rapport sur les biais des algorithmes publié par l'Institut Montaigne en 2020.



Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'Industrie : Roland Lescure.

Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), titulaire d'une maîtrise en économie de la *London School of Economics and Political Science*, il débute sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances, puis travaille à l'INSEE avant de rejoindre la Caisse des dépôts et consignations. En 2005, il est nommé directeur général délégué de Natixis Asset Management. En 2006, il rejoint Groupama Asset Management à titre de directeur général adjoint et directeur des gestions. Il rejoint la Caisse de dépôt et placement du Québec en 2009, où il assure le rôle de premier vice-président et de chef des placements. En 2017 il est élu député des Français d'Amérique du Nord et nommé président de la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. Il est réélu en 2022.

Décret d'attributions du 29 juillet 2022 :

Il traite, par délégation du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, toutes les affaires en matière d'industrie, de services, et d'énergie que lui confie le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. A ce titre, par délégation du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et dans la limite de ses attributions :

*1° Il assure la mise en œuvre de la politique industrielle et le suivi du secteur industriel et des services et filières associés, de la politique de localisation et de relocalisation en France d'activités industrielles, de la politique de promotion et d'incitation au développement de productions industrielles françaises, de renforcement des chaînes de valeurs et d'approvisionnements critiques, de restructuration d'entreprises et de **décarbonation de l'industrie** ;*

*2° Il traite de la **politique des matières premières et des mines conjointement avec le ministre de la transition énergétique, afin notamment d'assurer la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité de l'économie, à l'exception des mines en mer.** Pour ces dernières matières, il participe à la politique conduite par le Premier ministre ;*

*3° Il participe à la mise en œuvre du **programme des investissements d'avenir pour la recherche industrielle et le développement et la transformation des filières industrielles, à la politique d'attractivité du territoire,** à la promotion des politiques d'investissements directs étrangers en France et de lutte contre la contrefaçon et de protection de la propriété industrielle. Il est associé au déploiement de la cinquième génération de réseaux de communication mobiles, s'agissant de ses applications industrielles. Il est associé à la politique d'innovation et à la politique de l'espace. Il est associé par le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire à la définition et à la mise en œuvre de la politique dans le domaine des industries agroalimentaires et forestières.*

Par arrêté du 1^{er} août sont nommés :



Conseiller industries de base et décarbonation : Benjamin Carantino. Diplômé de l'école Polytechnique (2015), de l'école des Ponts ParisTech (2015), titulaire d'un master en économie de l'ENS (2016) et d'un doctorat en économie de la Paris School of Economics (2019), officier en affaires européennes dans l'Armée de l'Air (2012), ingénieur responsable des travaux publics pour Naval group à Toulon (2013), assistant de recherche au CEA (2014), éditeur à la revue Le Grand Continent (2017-2018), il rejoint ensuite la DG Trésor où il est successivement chef d'unité adjoint de l'unité environnement et climat (2019-2021) puis chef de

la même unité où il pilote notamment les dossiers taxonomie, OAT verte, volet écologique du plan de relance, paquet Fit for 55 et Budget vert. En 2021, il est également négociateur européen de la division assurances de la DG Trésor (notamment sur Solvency 2). Il est chargé de cours d'économie à Sciences Po depuis 2017. Depuis 2021, il était conseiller décarbonation de l'économie au cabinet de la ministre de la Transition écologique et pilotait à ce titre le travail de généralisation des feuilles de route de décarbonation des filières.



Conseiller énergie et sobriété : Pierre Janiszewski. Diplômé en sciences physiques à l'ENS Saclay (2015), agrégé de sciences physiques à l'ENS Saclay (2016), master en sciences et technologies des énergies renouvelables à l'Ecole polytechnique (2017), il est successivement stagiaire d'assistant de recherche au laboratoire d'optique et de biosciences de l'école Polytechnique (2014), stagiaire de recherche à l'université de Surrey (2015), stagiaire à France Stratégie sur l'analyse de la distribution d'électricité en France à 2030 (2017), chargé de mission à la Commission de régulation de l'énergie au sein du département couplage et équilibrage de la direction des réseaux (2017-2019), il était jusqu'ici adjoint à la

cheffe du bureau des politiques publiques et des tutelles de la sous-direction de l'industrie nucléaire à la DGEI (2019-2022).